

Société

LE TERRORISME AUX RAYONS DE SUPER U : QUEL IMPACT SUR L'OPINION ?

Jérôme Fourquet

27/03/2018

Avec l'attentat de Carcassonne et Trèbes, la France fait une nouvelle fois l'expérience que le djihadisme touche l'ensemble du territoire, y compris la France périphérique. Quel est l'impact de ce drame sur l'opinion, à quelques jours du drame ? Jérôme Fourquet livre son analyse des perceptions des Français et de leur crainte d'un "terrorisme de proximité".

Querelle au sein du clan Hallyday autour de l'héritage de la star, grève de la fonction publique et à la SNCF, affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy : le flux des informations récentes avait complètement évacué la menace terroriste planant sur le pays. Même dans l'actualité du conflit syrien, également très présente sur nos écrans, Daech avait désormais disparu dans les sables du désert et était occulté par les bombardements du régime sur la région de la Ghouta et l'offensive des troupes turques contre les Kurdes à Afrin. La vie avait donc peu à peu repris un cours quasiment normal pour la majorité de nos concitoyens après la vague d'attentats de 2015-2016. Hormis l'assassinat au couteau de deux jeunes étudiantes à Marseille le 1^{er} octobre 2017, l'intensité de la menace terroriste avait nettement reflué et la France n'avait pas connu d'attaque depuis près de six mois. C'est au cours de cette phase de relative accalmie et de respiration collective que sont survenus les attentats de Carcassonne et de Trèbes.

Ces attaques s'inscrivent dans la stratégie dite des « 1000 entailles ». Les terroristes frappent des cibles de proximité et d'opportunité dès qu'ils le peuvent (d'où une rythmique erratique des attaques) avec les moyens qui sont les leurs afin de tenter de déstabiliser les sociétés visées. D'un point de vue terroriste, le rapport coût/efficacité est imbattable. Cette stratégie a également pour but d'affaiblir et de harceler les forces de sécurité. D'après les premiers éléments de l'enquête, Redouane Lakdim a en effet d'abord cherché à viser des militaires en se postant devant la caserne du 3^{ème} Régiment parachutiste d'infanterie de marine. Mais ne voyant pas de soldats sortir, il a choisi de frapper des CRS à proximité de leur cantonnement. Depuis les meurtres de parachutistes par Mohamed Merah en 2012, militaires et policiers ont été la cible de nombreuses attaques (des

militaires de Sentinelle visés au Carrousel du Louvre, à Orly, à Levallois-Perret, un couple de policiers tués chez lui à Magnanville, un autre sur les Champs-Élysées...). Les attentats de Carcassonne et de Trèbes s'inscrivent donc dans une série déjà longue, dont le tempo s'était (momentanément ?) ralenti ces derniers mois. Mais ces attaques survenues dans l'Aude, de par les lieux dans lesquels elles se sont déroulées et de par la nature de la cible principale, ont généré un impact spécifique dans l'opinion.

L'extension du domaine de la menace : le terrorisme près de chez vous

C'est en effet une petite ville de province comme il en existe tant d'autres dans notre pays qui a été frappée et non pas Paris et Île-de-France, théâtre de la majorité des attentats récents : *Charlie Hebdo*, l'Hypercasher, le Bataclan, les terrasses, le Stade de France, le carrousel du Louvre ou bien encore les Champs-Élysées. Ce n'est pas non plus un lieu hautement touristique comme la Promenade des Anglais à Nice ou le cœur de la seconde métropole française, la gare Saint-Charles à Marseille, qui ont été visés, mais Carcassonne, une ville de 46 000 habitants, et Trèbes, une commune abritant 5 600 habitants. C'est dans la France des préfectures de province et des chefs-lieux de canton que le djihadisme est cette fois passé à l'attaque. Si de par sa cité médiévale, Carcassonne bénéficie d'une large notoriété, l'immense majorité des Français (ne résidant dans la région) a appris à cette funeste occasion l'existence de la petite ville de Trèbes. Le fait, de surcroît, que l'attaque principale et le dénouement tragique de cette opération aient eu pour cadre un magasin Super U renforce encore davantage le sentiment que « le terrorisme est arrivé près de chez vous ». L'enseigne, qui compte pas moins de 1575 magasins en France, soit environ un par chef-lieu de canton, est associé dans le paysage mental de nos concitoyens à tout ce tissu de petites villes et de gros bourgs qui couvre la majorité du territoire national. Super U, de par la taille de ces magasins (une majorité de supermarchés et très peu d'hypermarchés) et de par son territoire d'implantation, représente par excellence, l'enseigne à taille humaine et de proximité, au sens géographique et du capital d'empathie dont jouit la marque. Elle entretient d'ailleurs ce précieux capital de proximité au travers de sa communication mais aussi de sa politique commerciale et de la mise en avant des fournisseurs locaux. En choisissant de terminer son périple djihadiste dans les rayons de ce Super U, Redouane Lakdim n'avait sans doute pas en tête ces considérations marketing. Ayant engagé son action en tirant sur des CRS et sachant qu'il allait donc être pris rapidement en chasse par les forces de sécurité, il a alors opté pour un lieu où il savait qu'il y aurait à coup sûr du public un vendredi midi. Dans la France des petites villes, ce type de lieu est très limité. Le supermarché (appartenant souvent à l'enseigne Super U) situé en entrée ou en sortie de bourg est souvent le seul lieu offrant cette garantie d'un minimum d'affluence à toute heure de la

journée en semaine. Le choix était donc vite fait pour le jeune djihadiste audois. Ce faisant, il opta pour une cible éminemment symbolique. Les images de ce magasin et de son parking, qui tournent en boucle dans les médias, ont dès lors généré un véritable impact dans l'opinion. Autant les supermarchés Hypercasher qui furent visés par des attentats à Sarcelles en septembre 2012 ou à la porte de Vincennes en janvier 2015 ne permirent pas de créer, de par leur caractère confessionnel très marqué et leur localisation francilienne, un fort réflexe d'identification dans la France de province, autant les images du Super U endeuillé de Trèbes raisonnent très puissamment dans ces territoires.

Après la décapitation d'un entrepreneur à Saint-Quentin-Fallavier (Isère) en juin 2015, l'assassinat du couple de policiers à Magnanville (Yvelines) en juin 2016, l'égorgement du père Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) en juillet 2016, l'attaque du Super U de Trèbes dans l'Aude vient compléter un *portfolio* macabre. Ces quatre théâtres d'attaque – respectivement une zone industrielle, un lotissement pavillonnaire, une église de quartier et un Super U – font en effet partie du paysage quotidien et familial de dizaines de millions de Français habitant la "France périphérique" de Christophe Guilluy.

Le choix de ces lieux n'a sans doute pas été savamment orchestré puisque les auteurs ont agi de leur propre initiative. Dans une logique de djihadisme *low cost*, ils sont passés à l'action dans leur environnement de proximité immédiat. Nous touchons là un point extrêmement important dans la mesure où cette série d'attaques dans différentes petites villes de province a suscité de deux types de réaction dans l'opinion publique.

D'une part, l'état de la menace est donc très diffus et s'est propagé partout. L'exposition aux attentats djihadistes n'est plus seulement le lot des habitants de l'agglomération parisienne ou des grandes villes de province. Tous les territoires sont concernés. Les milliers de perquisitions administratives effectuées par les forces de l'ordre au lendemain du 13 novembre 2015 avaient déjà installé cette idée qui fut confortée par la publication du nombre de radicalisés par département, avec des effectifs d'au moins 40 à 50 individus suspects par département. De la même façon, la litanie des arrestations, des attentats déjoués, des départs pour la Syrie ou l'Irak et les annonces de décès sur zone (plus de 300 d'après les derniers décomptes) de personnes originaires de telle ou telle localité alimente cette idée d'une dissémination et d'une démultiplication de la menace partout sur le territoire, y compris dans les endroits a priori paisibles. À ce titre, on rappellera que le fait que huit membres du commando ayant frappé à Barcelone et Cambrils en août 2017 étaient tous originaires de Ripoll, petite ville des Pyrénées catalanes, avait suscité un vif émoi de part et d'autre de la frontière.

D'autre part, chaque ville, petite ou moyenne, peut être frappée à n'importe quel moment par des radicalisés du cru. La potentialité d'une attaque est désormais présente dans toutes les têtes et ce quel que soit son lieu de résidence. Il n'y a plus de territoire sanctuarisé. La prégnance de cette grille de lecture est très forte. On en veut pour preuve la réaction instinctive de nombreux commentateurs et Français quand, en août 2017, une voiture folle fonça sur la terrasse d'une pizzeria dans le petit village de Sept-Sorts en Seine-et-Marne. Alors que l'enquête allait rapidement démontrer qu'il s'agissait de l'acte d'une personne dépressive souhaitant mettre fin à ses jours, le réflexe premier fut de penser à une nouvelle attaque terroriste.

Quartiers et cités sensibles : foyers de la radicalisation et de la dissémination terroriste

La dissémination de la menace terroriste sur l'ensemble du territoire s'explique par la présence d'un important vivier d'islamistes radicalisés (le FSPRT comptabilise entre 12 000 et 20 000 individus selon le degré de dangerosité et « d'activité » retenus) que les spécialistes qualifient d'*homegrown*, littéralement *cultivés* ou *ayant poussé à domicile*. Mais pour que ces profils se soient radicalisés au point, pour certains, de passer à l'action, cela suppose, en déduit alors logiquement le grand public, qu'ils aient disposé localement d'un *terreau* propice.

Cette métaphore du terreau est régulièrement utilisée dans les commentaires ou les analyses sur les phénomènes de radicalisation. Ce n'est sans doute pas anodin car l'usage de ce terme charrie une connotation particulière. La définition du terreau que l'on peut trouver dans les dictionnaires est en effet la suivante : « *Engrais naturel, formé d'un mélange de terre végétale et de produits de décomposition* ». On retrouve ici, d'une part, l'idée d'un substrat ou d'un ingrédient favorisant le développement de ces opinions et comportements radicaux puis terroristes et, d'autre part, l'idée que ce développement s'est nourri ou a été favorisé par une décomposition. Dans cette représentation, les quartiers populaires en proie aux violences urbaines et au trafic constituent le terreau de cette radicalisation et le pedigree des jeunes radicalisés illustrent biographiquement comment la « délinquance de cité » peut être l'antichambre de la radicalisation islamiste. Le cas carcassonnais entre parfaitement dans ce schéma. Le jeune terroriste, Radouane Lakdim, vivait dans le quartier d'Ozanam à Carcassonne. Or, une consultation de la presse quotidienne régionale (*L'Indépendant* et *La Dépêche*) indique que ce quartier, en dépit de sa taille relativement modeste (quelques centaines d'habitants), est le cadre d'une violence endémique que l'on retrouve dans de très nombreuses cités françaises. Depuis des années, se succèdent incendies de mobiliers urbains (poubelles, containers, aire de jeux pour enfants) et de voitures, mais aussi caillassages réguliers des pompiers et affrontements avec les forces de l'ordre. Ainsi par exemple en novembre 2016, le

quartier avait connu une série de violences suite à l'interpellation d'un dealer car, pour compléter le tableau, Ozanam est l'un des principaux points de deal de l'agglomération carcassonnaise. Nous avons listé ci-dessous quelques-uns des titres d'articles de la presse locale consacrés à ce quartier ces dernières années.

Quelques titres de la presse locale concernant le quartier Ozanam :

- « Quartier Ozanam à Carcassonne : voitures brûlées et vive colère des victimes », *L'indépendant*, 17 avril 2017
- « **Carcassonne : le feu détruit cinq voitures et menace un immeuble à Ozanam** », *L'indépendant*, 31 octobre 2016
- « **Carcassonne : trois voitures et un deux roues incendiés cette nuit dans les quartiers de La Conte et d'Ozanam** », *L'indépendant*, 21 octobre 2016
- « Carcassonne / Ozanam : cinq véhicules et trois conteneurs incendiés dans la nuit », *L'indépendant*, 7 février 2015
- « **Carcassonne : incendie et caillassage de la police à Ozanam** », *L'indépendant*, 7 juin 2014
- « Carcassonne : « À Ozanam, on vit dans la peur », *L'indépendant*, 4 juin 2014
- « Pompiers insultés et policiers caillassés à Ozanam », *L'indépendant*, 17 mai 2014
- « Carcassonne. Ozanam, ce quartier qui n'en peut plus », *La Dépêche*, 12 août 2012

À la lecture de ces articles, on se plonge dans la chronique ordinaire de la vie d'une petite cité sensible de province. On y apprend que l'église locale a été incendiée en décembre 2013 et que depuis des années une partie de la population se sent totalement désemparée face à la montée de la violence et abandonnée par les pouvoirs publics. Comme ailleurs en France, les récits des habitants décrivent un changement progressif d'ambiance (« avant c'était tranquille ici ») et la prise de contrôle du quartier par un noyau de jeunes violents imposant leur loi et leurs règles sur fond de développement du trafic de shit voire de drogues dures, le quartier devenant une plaque tournante fournissant les dealers de l'arrière-pays. Le *narratif*, comme disent les journalistes, est à chaque fois identique : on retrouve les mêmes ingrédients et les éléments d'ambiance sont tout le temps les mêmes.

Les attaques terroristes de Redouane Lakdim, jeune d'Ozanam, sont ainsi une occasion d'effectuer une biopsie clinique de la dérive de certains quartiers populaires de province ayant servi de terreau à des vocations djihadistes. Avant cet attentat, des coups de projecteurs similaires avaient été donnés par exemple sur la cité du Vert-Bois à Saint-Dizier, dont était originaire Sid Ahmed Ghلام, l'assassin d'une jeune femme et qui prévoyait de s'en prendre aux églises de Villejuif, ou sur la cité des Izards à Toulouse où avait grandi Mohamed Merah. Ce qui frappe l'observateur et le grand

public, c'est la similitude des processus de décomposition à l'œuvre dans ces quartiers, mais aussi le fait que ces quartiers soient très nombreux, répartis sur tout le territoire et souvent à taille humaine. Merah n'était ainsi pas issu des grandes cités chaudes toulousaines (Le Mirail, Empalot, Rangueil) qui défrayaient régulièrement la chronique à propos de la montée de la radicalisation religieuse ou des sanglants règlements de compte entre dealers, mais du quartier des Izards, quartier de quelques centaines d'habitants, comme celui d'Ozanam à Carcassonne.

La description de ce quartier ne permet pas d'incriminer l'urbanisme dans le développement de cette insécurité endémique et de la radicalisation religieuse. Ozanam est en effet situé à proximité de la cité médiévale et du centre touristique de Carcassonne et ce quartier à taille humaine est constitué sur le plan du bâti par deux immeubles collectifs de quatre étages et des pavillons modestes. Nous sommes donc loin de l'univers et des paysages des grandes cités dortoirs composées exclusivement d'imposantes barres et tours. La superficie des lieux et la configuration urbanistique d'Ozanam n'incitent pas à penser spontanément que ce quartier ne se prête pas à des interventions policières et qu'il n'est pas possible de le *tenir*, ce d'autant plus que la caserne de la compagnie de CRS 57 jouxte ce quartier. Pour autant, le quartier d'Ozanam semble échapper au *contrôle* des autorités depuis des années, laissant ainsi le champ libre aux délinquants locaux qui veulent marquer leur emprise sur ce territoire restreint. Une nuit de décembre 2013, trois personnes cagoulées s'étaient ainsi introduites dans l'enceinte de la caserne de la CRS 57 en cisailant le grillage séparant la caserne du quartier d'Ozanam. Après avoir neutralisé le système de vidéosurveillance, ils avaient essayé de s'en prendre à des véhicules de gendarmerie en stationnement sur le parking de la caserne avant d'être mis en fuite par le planton. La même nuit après la fuite de ce commando, 18 véhicules particuliers furent incendiés en sept points différents de l'agglomération carcassonnaise... Pour répondre à ces actes qui eurent un fort écho dans la population locale, 150 CRS et gendarmes mobiles furent envoyés en renfort pour quadriller la ville mais le dispositif fut progressivement levé et la routine de la délinquance ordinaire reprit son cours à Ozanam comme l'illustre le fait divers suivant. Le 3 mai 2016, en se rendant dans ce quartier pour remettre sa convocation à un justiciable, un fonctionnaire de police surprit deux jeunes en train de peser et de conditionner cinq kilos d'herbe de cannabis en plein milieu d'un hall immeuble. Que les trafiquants opèrent ainsi en journée au vue et au su de tout le monde dans un lieu de passage en dit long sur leur sentiment d'impunité dans ce quartier.

Redouane Lakdim, le petit délinquant de Carcassonne devenu un soldat de Daech

Cette plongée dans ce quartier d'Ozanam permet de mieux saisir l'ambiance délictueuse qui y

règne, ambiance dans laquelle le jeune Redouane Lakdim s'est radicalisé avant de passer à l'action. Grâce à cette biopsie sociologique, on constate une nouvelle fois la porosité existant entre la délinquance de quartier et le trafic et l'action terroriste. Ce processus d'hybridation entre petits caïds et djihadistes inquiète au plus haut point les services de sécurité et la population car il fait des centaines de quartiers sensibles disséminés dans la France des préfectures et des sous-préfectures des foyers potentiels de violence terroriste. Les révolutionnaires marxistes-léninistes latino-américains avaient développé dans les années 1960 et 1970 à la suite de Che Guevara la théorie du « foco » (*foyer*). Cette dernière consistait à implanter des cellules révolutionnaires dans des zones déshéritées et dont les populations étaient hostiles aux autorités afin d'y allumer l'étincelle révolutionnaire et d'en faire des points d'appui pour le développement d'une guérilla révolutionnaire. À cinquante ans de distance et sous d'autres latitudes, on peut avancer l'idée que certaines de ces très nombreuses zones de non-droit que compte la France pourraient constituer un cadre propice au développement de *focos* djihadistes dans lesquels, pour reprendre la formule d'un autre révolutionnaire célèbre, les terroristes « seraient comme des poissons dans l'eau ».

Les éléments biographiques concernant Redouane Lakdim confortent grandement le schéma du basculement vers le djihad armé de certains délinquants. L'auteur des attaques, né en 1992 à Taza au Maroc, avait ainsi été condamné dès 2011 (à 19 ans donc) pour port d'arme à un mois de prison avec sursis puis en 2015 à de la prison ferme pour détention de drogue. On évoque également les mentions d'outrage à agent et défaut de permis de conduire sur son casier judiciaire dessinant le profil classique d'un voyou de cité. Le journal *Le Monde* mentionne par ailleurs qu'il était en lien avec un certain Malik M., délinquant le plus actif du secteur et originaire lui aussi du quartier Ozanam et impliqué dans le trafic de drogues et d'armes. Ces liens avec le banditisme ont peut-être permis à Redouane Lakdim d'avoir accès au pistolet automatique de calibre 7,65 avec lequel il est passé à l'action et a signé son lourd bilan. Mais parallèlement à ses activités délinquantes de droit commun, Redouane Lakdim s'est également radicalisé et a fait l'objet d'une surveillance policière en 2016 et 2017 pour son rôle actif sur les réseaux sociaux islamistes radicaux. Il appartenait semble-t-il au « haut du spectre » pour reprendre la terminologie des spécialistes, c'est-à-dire qu'il était considéré comme pouvant potentiellement basculer dans l'action armée, mais la surveillance des services antiterroristes ne permit pas de détecter à temps les signes annonciateurs de son passage à l'acte. Pour tenter d'éclaircir les motivations de son acte et recueillir tous les éléments nécessaires à l'enquête, une perquisition fut organisée chez ses parents. Le déploiement massif de policiers s'effectua dans un climat tendu, des jeunes venant au contact des forces de l'ordre. Dans les heures qui suivirent, plusieurs équipes de journalistes seront pris à partie, certains jeunes d'Ozanam manifestant leur solidarité vis-à-vis d'un des leurs. Ces scènes dénotent une nouvelle fois l'intrication entre, d'une part, la délinquance des cités et la volonté de soustraire le quartier au contrôle ou au regard des institutions et, d'autre part, la radicalisation djihadiste d'une partie de ces

jeunes.

Au terme de ces événements macabres et de leur traitement médiatique, les attentats commis dans l'Aude ont alimenté ou réactivé trois idées-forces dans l'opinion publique :

- La menace djihadiste n'a pas disparu. En dépit de la défaite militaire de Daech dans la zone irako-syrienne, son idéologie conserve de nombreux partisans qui peuvent passer à l'action à tout moment sur notre sol et, en dépit d'une surveillance active, il est difficile d'identifier le moment où les individus basculent ;
- Aucun territoire n'est épargné et la menace est disséminée partout y compris dans la "France périphérique", ce qui suscite la sidération et la stupeur comme l'expriment les propos de cet habitant de Carcassonne : « On pensait pas que ça arriverait ici quand même ». Si la préfecture de l'Aude n'avait effectivement jamais essuyé d'attaque, la ville n'était pas à l'abri de la radicalisation. En mai 2017, un patron de kebab suspecté de financement de filières djihadistes avait été interpellé dans le centre-ville à l'issue d'une perquisition. Quelques semaines plus tard, début juin 2017, un jeune radicalisé originaire de Lunel (petite ville du Gard connue par ses réseaux djihadistes) était intercepté en gare de Carcassonne en possession d'armes blanches avec lesquelles il projetait de s'en prendre à des touristes étrangers. Et à la fin de ce même mois de juin 2017, les services de police spécialisés descendaient une nouvelle fois à Carcassonne pour arrêter, dans le hameau de Montredon, un couple de jeunes venant de la Côte d'Azur pour « association de malfaiteurs et préparation en vue de commettre un attentat ». Ces trois affaires n'ayant aucun lien entre elles illustrent le phénomène de prolifération de la menace, y compris dans un terroir réputé paisible ;
- Les nombreuses cités difficiles et autres quartiers sensibles, y compris de taille relativement modeste (comme en témoigne le cas du quartier d'Ozanam), apparaissent comme autant de foyers potentiels de radicalisation. Ces zones en proie à une délinquance endémique font figure d'incubateurs dans lesquels la criminalité des cités et le djihadisme peuvent s'hybrider.

ANNEXE

